

## Le représentant de Ban Ki-moon préoccupé par la situation sécuritaire au Burundi

APA, 16-06-2010 Bujumbura (Burundi) - Le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, Charles Petrie, s'est dit préoccupé par l'insécurité qui prévaut ces derniers jours au Burundi où les attaques cessent de faire des victimes dans la capitale Bujumbura et à l'intérieur du pays. Dans une déclaration faite ce mardi à la presse, Charles Petrie a indiqué que seuls les Burundais sont responsables de cette situation qui ne peut trouver de solution que grâce au dialogue.

La détérioration de la situation sécuritaire au Burundi notée depuis samedi nuit, a coincidé avec le lancement de la campagne de l'unique candidat en lice pour les élections présidentielles, le président sortant Pierre Nkurunziza. Au quatrième jour de campagne du président Nkurunziza, les partis contestataires des élections dont la tenue des meetings a été interdite par le pouvoir en place, ont organisé un rassemblement politique ce mardi après-midi à la mairie de Bujumbura dans la commune urbaine de Buyenzi pour expliquer à leurs membres les raisons du retrait de leurs candidatures à la présidentielle. Les policiers déployés à cet endroit pour empêcher cette rencontre sont arrivés trop tard au moment où le meeting tirait à sa fin. Aucun incident n'a été signalé. Au même moment des militants des Forces Nationales de Libération (FNL), un des partis contestataires des élections du 24 mai dernier, venus des différents coins de la capitale et de la province de Bujumbura voisine, avaient entouré le domicile du président de ce parti pour empêcher que ce dernier soit arrêté par la police. Selon ces militants, des rumeurs d'arrestation de leur leader circulent depuis des derniers jours. L'incident déclencheur de ce rassemblement serait la présence dans les environs du domicile du leader, d'un agent des services de renseignements armés. L'alerte a été ainsi donnée aux militants qui sont venus finalement dispersés par des tirs en l'air des policiers. Le procureur Général de la République Elysée a déclaré la présence d'un mandat d'arrêt du leader du FNL, Agathon Rwasa.